

Un Conseil des Arts qui n'en est pas tout à fait un

Adrien Thério

Numéro 23, automne 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40224ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thério, A. (1981). Un Conseil des Arts qui n'en est pas tout à fait un. *Lettres québécoises*, (23), 9–9.

Un Conseil des Arts qui n'en est pas tout à fait un

Je ne surprendrai personne en disant que ce qui s'appelait dans le passé le Conseil des Arts de la ville de Montréal et qui a été mis à mort il y a quelque six mois n'en était pas un. C'était en fait un Conseil des Arts de la scène et son million et demi servait à subventionner presque exclusivement la musique, la danse et le théâtre.

Aussitôt mort, ce Conseil renaissait sous l'appellation de Conseil des Arts de la communauté urbaine de Montréal. En même temps qu'on associait les villes de banlieue à faire partie du nouveau Conseil, on formait un comité consultatif présidé par Jean-Pierre Goyer qui avait pour mandat de recevoir des mémoires des personnes ou organismes qui s'intéressent de près à la culture ou aux arts. Ainsi, ce comité pourrait, le moment venu, faire des recommandations au nouveau Conseil afin qu'il soit mieux en mesure de mettre de l'avant des politiques qui tiendraient compte des besoins des responsables du spectacle et des arts à Montréal et dans les banlieues.

Il était normal que les grands du spectacle, dans les disciplines mentionnées plus haut, ne se soient pas gênés pour critiquer les politiques de l'ancien Conseil. L'Association des Directeurs de Théâtre, par exemple, voudrait qu'à l'avenir, le nouveau Conseil ne subventionne que le théâtre professionnel. C'est toujours pareil. Les gros poissons ont toujours envie d'avalier les petits. On ne pouvait s'attendre évidemment à ce que l'Association des Directeurs de Théâtre et d'autres organismes du spectacle fustigent l'ancien Conseil pour avoir trop donné à la littérature et aux publications culturelles. La raison est simple, ce Conseil n'est jamais venu à la rescousse des créateurs.

N'y a-t-il pas là une grande injustice ?

On va me dire : qu'est-ce que vous faites du Grand Prix littéraire de la ville de Montréal ? Le Grand Prix littéraire de la ville de Montréal a été créé non pas tant pour récompenser un créateur que pour montrer à la population que Montréal aime ses écrivains. À cet effet, on retranchait un petit \$3,500. du million et demi que l'on distribuait au grand spectacle, pour rendre hommage à un romancier, un poète ou un essayiste en prenant bien soin d'entourer cet événement d'une bonne publicité pour que les gens sachent que Montréal s'intéressait aussi bien aux créateurs qu'aux interprètes. En tenant compte des voyages des membres du jury de ce grand prix et du banquet où l'on couronnait l'élu, ce n'est plus \$3,500. qu'on dépensait pour honorer les créateurs mais le double ou le triple. Mais qu'est-ce que \$10,000. sur un budget d'un million et demi ? Presque rien. Mais il suffit d'une publicité bien orchestrée avec photo du maire félicitant le vainqueur pour faire croire à tout le monde que les écrivains ou les créateurs de Montréal sont choyés par leur ville.

Le plus curieux dans toute cette affaire, c'est que les écrivains ne se sont jamais demandé pourquoi l'ancien Conseil les laissait tout simplement de côté. Ont-ils déjà protesté auprès de l'ancien Conseil pour lui faire réviser ses politiques et l'obliger à respecter son nom ? Je n'en sais rien. Je serais cependant surpris qu'ils l'aient fait puisque, en juin, alors que le comité consultatif du nouveau Conseil invitait tous les organismes qui oeuvrent dans le domaine culturel à présenter des mémoires, ni L'Union des Écrivains québécois, ni La Société des Écrivains canadiens, ni L'Association des éditeurs de périodiques culturels n'ont présenté de mémoire au dit comité.

Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil des Arts de venir en aide aux quelque vingt revues ou magazines culturels qui se publient à Montréal ? Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil à donner des bourses à une douzaine d'écrivains chaque année pour qu'ils puissent mieux se donner à leur travail ? Qu'est-ce qui empêcherait ce Conseil de venir en aide aux associations qui ont pour mission de défendre les créateurs ou de propager la culture ?

Évidemment, rien ne l'empêche. Encore faudrait-il que ceux qui ont pour mission de représenter les créateurs et les responsables de la diffusion de la culture, en dehors du spectacle, se lèvent et parlent. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Mystère !

Adrien THÉRIO